



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM)

Le Labour - BP 13
33870 Vayres

Références : 26-289

Code AIOT : 0005201370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM) implanté Le Labour - BP 13 33870 Vayres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incident du 17 mars 2026 sur la station d'épuration, déclaré par l'exploitant. Elle avait pour objectif de faire le point sur le suivi de cet événement et les mesures prises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM)

- Le Labour - BP 13 33870 Vayres
- Code AIOT : 0005201370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRONERI, située à VAYRES, fabrique depuis 1994 des crèmes glacées sous forme de cônes et de bâtonnets, ainsi que de bûches glacées.

Les principales activités présentes sur le site sont la transformation de produits laitiers et l'exploitation d'une installation de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 1995, complété par les arrêtés du 4 janvier 2008, du 11 janvier 2012, du 23 novembre 2023.

Actuellement, les activités principales du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement relèvent des rubriques suivantes :

- 2230 - réception, stockage traitement et transformation du lait et produits issus du lait sous le régime d'autorisation,
- 2921 - installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéro-réfrigérantes (TAR)) sous le régime d'enregistrement - 5 TAR présentes sur site,
- 4735 - stockage d'ammoniac sous le régime d'autorisation.

Le site emploie une centaine de personnes.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection fait suite à l'incident qui s'est déroulé dans la nuit du 17 au 18 mars 2026 : la rupture d'une canalisation des eaux usées en entrée de la station d'épuration a entraîné la remontée de ces eaux en surface et leur rejet via le réseau des eaux pluviales qui se rejette à l'extérieur du site. Cet incident a été identifié le matin du 18 mars à 8h30 ; les eaux ont rapidement été confinées dans un bassin tampon de la station d'épuration, de sorte à ce que le flux de polluants ne sorte plus du site. L'exploitant a ensuite engagé les actions de nettoyage du fossé et réalisé des mesures dans les eaux rejetées, comme détaillé dans le présent rapport. La canalisation a été réparée le 19 mars. L'incident était terminé le 20 mars lors de la visite de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien des canalisations de transports des fluides	AP Complémentaire du 04/01/2008, article 3.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Valeurs limites de rejets eaux	AP Complémentaire du 04/01/2008, article Titre I - Articles 7.1 et 7.3.3	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pluviales et usées			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement des égouts et possibilité de curage	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article Titre I - Article 4.1.3	Sans objet
3	Bassin de collecte des eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 23/11/2022, article 2.5	Sans objet
4	Entretien de la station d'épuration du site	AP Complémentaire du 04/01/2008, article Tite I - Article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident survenu dans la nuit du 17 au 18 mars était terminé au jour de l'inspection. L'exploitant a transmis la déclaration de cet incident et le rapport d'analyse associé en date du 19 mars. La gestion de cet incident a semblé appropriée, aux remarques près formulées dans la suite du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des canalisations de transports des fluides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2008, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des canalisations
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres, et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues, et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué que le suivi de ces canalisations se faisait via l'exploitation courante quotidienne du site, mais n'a pu fournir d'éléments attestant qu'elles faisaient l'objet d'un entretien périodique approfondi.</p> <p>Il a indiqué que ce point faisait partie des premières actions correctives qu'il compte mener en réponse à l'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie du bon état de ses canalisations de transport suscitées et de la mise en œuvre d'un plan d'entretien et d'examens périodiques de ces équipements. Le cas échéant, il détaillera le plan de remise en état des canalisations si nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Isolement des égouts et possibilité de curage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article Titre I - Article 4.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'égouts sont conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion permet leur isolement par rapport à l'extérieur. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement du site sont collectées via deux systèmes disjoints en raison de la topographie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une partie de ces eaux est collectée et renvoyée vers un bassin situé au Sud-Est du site puis rejeté dans le fossé après passage dans un séparateur d'hydrocarbures ; • l'autre partie est collectée via les canalisations du site et directement rejetée au fossé après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. <p>Ces deux exutoires sont munis de vannes manuelles dont la présence a pu être constatée lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bassin de collecte des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2022, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de collecte des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les eaux de ruissellement collectées par le bassin d'étalement étanche de 1080 m³, sont évacuées dans les fossés bordant l'usine (étanches), par un émissaire de faible section, calibré pour assurer un écoulement régulier en charge de 5 à 10 m³/h.</p> <p>Cet émissaire est équipé d'une vanne de fermeture (de type guillotine par exemple) clairement signalée et accessible en toute circonstance permettant de retenir les eaux éventuellement polluées lors d'un accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence du bassin a bien été constatée lors de l'inspection, ainsi que celle de la vanne permettant l'isolement de ce bassin.</p> <p>Il est à noter que lors de l'incident ayant conduit à cette inspection, les eaux de ruissellement concernées étaient situées sur la partie du site qui n'est pas collectée par ce bassin mais rejetée directement dans le fossé après passage par un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien de la station d'épuration du site

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2008, article Tite I - Article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la STEP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés soit périodiquement, soit en continu avec asservissement à une alarme.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé, et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni lors de l'inspection le tableau de suivi permettant d'attester de la maintenance des différents équipements de la station d'épuration du site. Ce tableau de suivi liste, pour les différents équipements, la date à laquelle il a été remplacé et détaille pour certains d'entre eux le plan d'entretien. Ce suivi est apparu correct et permet selon l'exploitant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement de son site.</p> <p>Il a également présenté un rapport de diagnostic établi par la société SUEZ sur la conduite de la station, qui concluait notamment à un bon état général des installations et formulait quelques recommandations / améliorations pour optimiser les performances de traitement notamment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions d'améliorations qu'il souhaite mettre en œuvre sur la station d'épuration du site au regard du dernier rapport de diagnostic.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites de rejets eaux pluviales et usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2008, article Titre I - Articles 7.1 et 7.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 7.1 :

Le rejet des eaux pluviales ne contient pas plus de :

Substance	Concentration (en mg/L)
MES	100
DCO	300
DBO5	100
Azote Global (1)	30
Phosphore Total	10
Hydrocarbures totaux	10
Métaux totaux	15

(1) L'azote global représente la somme de l'azote mesurée par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates.

Article 7.3.3 :

Le rejet n°4 respecte les valeurs limites supérieures suivantes :

	Concentration (en mg/L)	Flux	
Paramètre	Moyenne mensuelle	Maximal journalier (en kg/j)	Moyen mensuel (en kg/j)
M.E.S.	50	20	15
DBO5 (1)	25	20	7,5
DCO (1)	125	100	37,5
Azote global (2)	10	8	3

Phosphore total	0,5	2	0,05

(1) sur effluents non décanté

(2) comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

Constats :

Lors de l'incident, l'exploitant a réalisé plusieurs prélèvements à différents endroits du rejet, et analysé certains paramètres, détaillés dans le tableau suivant :

point de mesure	1 (aval proche Dordogne)	2 (intermédiaire entre Dordogne et le point de rejet)	3 (en amont)	4 (en amont)	5 (en amont)
pH	7,3	7,1	6,2	6,7	6,7
DCO	53,5 mg/L	85,4 mg/L	86,6 mg/L	340 mg/L	340 mg/L
Azote	Pas d'azote détecté	Pas d'azote détecté	Pas d'azote détecté	Pas d'azote détecté	Pas d'azote détecté
Phosphore	0,0081 mg/L	Pas de phosphore détecté	0,41 mg/L	Pas de phosphore détecté	0,021 mg/L

On note que ces valeurs de rejet sont conformes aux limites applicables au rejet d'eaux pluviales, à l'exception de la DCO sur les points 4 et 5 qui connaît une décroissance au fur et à mesure du rejet.

Par ailleurs, des mesures ont été effectuées par le prestataire exploitant de la station d'épuration de la société O-I, site voisin de Froneri. Ces valeurs sont reprises ci dessous :

OI-1 Pluvial (nota : fossé en amont du rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel)

- pH : 6,6

- DCO : 358 mg/L
- Azote : Pas d'azote détecté
- Phosphore : 0,64 mg/L

OI-2 Lagune (nota : bassin tampon en amont du rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel)

- pH : 6,8
- DCO : 359 mg/L
- Azote : Pas d'azote détecté
- Phosphore : 0,271 mg/L

Teigneux-0 (nota : milieu de rejet des eaux pluviales de Froneri et des eaux du site O-I) : début du teigneux :

- pH : 6,7
- DCO : 359 mg/L
- Azote : Pas d'azote détecté
- Phosphore : 0,954 mg/L

Teigneux-1 : 100m environ après le point précédent :

- pH : 6,5
- DCO : 358 mg/L
- Azote : Pas d'azote détecté
- Phosphore : 0,672 mg/L

De même, il est noté sur ces mesures, une conformité du rejet à l'exception de la DCO qui est relativement stable sur les 4 points.

Ces mesures confirment que l'impact sur le milieu naturel semble avoir été limité. En revanche, certains polluants n'ont pas pu être directement analysés lors de ces prélèvements. Une analyse complète a été demandée par Froneri suite à l'incident mais n'était pas disponible au jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements réalisés et détaillera le cas échéant les mesures proposées en cas de dépassement pouvant suggérer une pollution du milieu naturel suite au rejet accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois